avoir confiance car nous nous sommes engagés en priorité à renforcer l'industrie agricole et à la rendre plus compétitive au Canada. La voie à suivre est nettement tracée.

En attendant une solution à l'échelle internationale, nous devons continuer à protéger les agriculteurs contre les subventions préjudiciables versées à l'étranger; nous devons continuer à soutenir nos marchés agricoles et à chercher résolument à en établir d'autres.

Sous ce rapport, permettez-moi de dire que depuis deux ans, notre proportion du marché mondial d'exportation réalisée par la Commission canadienne du blé, cet organisme excellent et diligent, est passé de 17 à 24 p. 100. Je doute qu'il en reste là, mais également en ce qui concerne le volume des marchandises vendues, nos exportations ont atteint un nouveau sommet de 31 millions de tonnes. Nous ne perdons donc pas nos marchés, mais les prix sont néfastes, comme le sénateur Olson l'a signalé.

Il a également posé des questions au sujet de la moutarde. Puis-je demander si moutarde et graine de moutarde sont la même chose?

Le sénateur Olson: Oui.

Le sénateur Barootes: Je puis apaiser votre anxiété et votre inquiétude, et essuyer vos larmes de crocodile concernant les producteurs de moutarde de votre région.

Le sénateur Olson: Mes prières ont été exaucées!

Le sénateur Barootes: Cette culture figure dans la nouvelle liste élargie des 12 produits qui seront visés par le Régime de stabilisation des prix des grains de l'Ouest.

Le sénateur Olson: Je vous en remercie.

Le sénateur Barootes: C'est plutôt vos applaudissements que je veux entendre.

Le sénateur Olson: Bravo!

Le sénateur Barootes: Je parlerai maintenant de la cotisation. J'ai quelque chose à dire à ce sujet qui pourrait vous être de quelque secours.

Si la cotisation équivaut présentement à un pour cent du revenu d'un agriculteur qui livre des grains visés par le régime de stabilisation...

Le sénateur Olson: C'est un peu plus que cela.

Le sénateur Barootes: Le gouvernement cotise à ce fonds 2 p. 100 du revenu du producteur. A l'heure actuelle, le rapport est d'à peu près un tiers.

Comme vous le savez, du fait que les sept dernières années de vaches maigres ont été beaucoup plus maigres que les sept années de vaches grasses qui les ont précédées, ce fonds est déficitaire. Il a été dépensé en indemnités d'assurance et le déficit accusé a été établi à 1,5 milliard de dollars. Les cotisations actuelles—tant du producteur que du gouvernement—ne couvrent même pas les intérêts perçus sur cette somme de un milliard et demi de dollars.

Par conséquent, le gouvernement a accepté d'amortir ou de rembourser la moitié de ce déficit, de façon à le ramener à 750 millions de dollars cette année, et peut-être qu'il envisagera plus tard, de concert avec les producteurs et les institutions agricoles, les solutions qu'il serait possible d'appliquer l'an prochain. Cela s'explique du fait que beaucoup de producteurs ont renoncé à bénéficier de ce programme de stabilisation. Compte tenu de la dette énorme que les agriculteurs désireux d'adhérer au programme risquent de devoir combler avec les primes, le montant serait tellement élevé qu'il risque d'être prohibitif. A ceux qui réintégreront le programme, on remettra donc les 10 p. 100 supplémentaires nécessaires et le montant de la prime n'augmentera probablement pas autant qu'autrement.

Vous demandez la date? Les changements seront apportés aux taux après avoir consulté le conseil consultatif, c'est-à-dire les producteurs de l'Ouest; peu importe le montant jugé raisonnable par le conseil, le gouvernement versera 2 p. 100 de plus que l'avance faite par les producteurs à même leurs recettes.

Le sénateur Olson: Est-ce que ce sera rétroactif?

Le sénateur Barootes: Ce sera rétroactif au 1^{er} août 1987. Est-ce suffisant?

Le sénateur Olson: Ça pourrait être pire.

Le sénateur Barootes: Je ne suis pas sûr de pouvoir vous donner une réponse satisfaisante, mais il y avait des questions sur le Bureau d'examen de l'endettement agricole et sur les 30 et 40 millions. On a déjà versé une subvention de plus de 30 millions de dollars au Bureau d'examen de l'endettement agricole cette année et une somme de 40 millions de dollars sera consacrée aux prêts basés sur les prix des produits agricoles.

● (1620)

Lorsque les représentants du Bureau d'examen de l'endettement agricole tentent de jouer un rôle de médiateur entre un agriculteur et ses créanciers, il peut s'ensuivre une réduction du prêt, des paiements ou de l'intérêt, et cela coûte de l'argent. De là l'importance de ces sommes de 30 et 40 millions de dollars respectivement.

Les 40 millions de dollars serviront plus particulièrement aux prêts basés sur les prix des produits agricoles qui seront accordés par le biais de la Société du crédit agricole et si un accord acceptable est conclu, on réduira le taux d'intérêt versé, quel qu'il soit, à 6 p. 100. En outre, cela s'applique à tous les autres prêts accordés à cet agriculteur, à l'avenir, par la Société du crédit agricole. C'est là l'utilité des avances en question.

Je tiens à ajouter que la Société du crédit agricole a également une dette reportée de 103 millions de dollars cette année et on y injectera donc une somme de 100 millions de dollars, afin de lui permettre de poursuivre son travail, car, comme vous le savez, elle est—il faut bien le dire—«en faillite».